



Communiqué de presse

La Banque Ouest-Africaine de Développement BOAD marque une nouvelle étape dans l'innovation financière avec une émission hybride publique d'un montant record de 500 millions de dollars.

Lomé, le 7 février 2025 - La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) continue d'être à la pointe de l'innovation financière avec le succès de son émission de 500 millions de dollars en obligations hybrides durables sur le marché international des capitaux. Cet instrument super subordonné est assorti d'une maturité de 30 ans et d'une période de non rachat de cinq ans, pour un taux de coupon équivalent en euros de 5,9 %. La pleine confiance des investisseurs s'est traduite par un carnet d'ordres conséquent de 1,9 milliard de dollars atteint dans la journée, représentant un taux de sursouscription final 3,4 fois supérieur, ainsi qu'un resserrement du spread de 37,5 points de base par rapport à l'offre initiale.

Avant cette opération, la BOAD avait déjà sécurisé 204 millions de dollars en placements privés auprès de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et de la Cassa Depositi e Prestiti (CDP) en décembre 2023 et août 2024, respectivement. Notée Baa3 par Moody's et reconnue avec 50% de fonds propres par Moody's et Fitch, cette émission publique inaugurale permet à la BOAD de dépasser son objectif de 600 millions de dollars d'obligations hybrides et d'atteindre 95% de son objectif d'augmentation de capital dans le cadre du Plan Stratégique Djoliba. Elle permet également à la Banque d'ajouter des quasi-fonds propres supplémentaires à son passif, portant ainsi son ratio fonds propres/actifs à 41,7%.

Cette opération a suscité un vif intérêt auprès d'investisseurs variés, attirés par le solide profil de crédit de la BOAD et par les caractéristiques de la structure de l'instrument. En termes de répartition géographique, les investisseurs britanniques représentent 44 % de l'allocation, suivis par la Suisse (20 %), les États-Unis (13 %), le Moyen-Orient (3 %), l'Asie (2 %) et le reste de l'Europe (19 %). En termes de type d'investisseur, les gestionnaires d'actifs représentent 69% de l'allocation, suivis par les Hedge Funds 20%, les banques privées 6% et les fonds de pension/assurance 5%.

Les fonds levés seront alloués au financement ou au refinancement de projets verts et sociaux éligibles dans le cadre des obligations de développement durable de la BOAD, renforçant ainsi l'engagement de la Banque en faveur de l'action climatique et du progrès social dans la région de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Cette opération renforce la capitalisation de la BOAD et accélère la réalisation des objectifs de son Plan stratégique Djoliba, consolidant ainsi son rôle de moteur de la croissance économique durable et de l'amélioration des conditions de vie en Afrique de l'Ouest.

M. Serge Ekué, président du conseil d'administration, a déclaré : « *Cette opération historique témoigne de la confiance des investisseurs et souligne l'engagement de la BOAD en faveur de l'innovation en tant que moteur essentiel du développement. En mobilisant des fonds supplémentaires, nous renforçons notre capacité à financer des projets à fort impact dans nos pays membres, favorisant ainsi une croissance durable et la résilience économique. Mes sincères remerciements à nos conseils Rothschild&Co et Galite, et le syndicat des Banques BNP, Société Générale, HSBC, JP Morgan et SMBC.* »

À propos de la BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution financière commune de développement des pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). C'est un établissement public international qui a pour

objet, conformément à l'article 2 de ses statuts, de promouvoir le développement équilibré de ses pays membres et de favoriser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest par le financement de projets prioritaires de développement. Elle est accréditée auprès des trois fonds de financement du climat (FEM, AF, GCF). Depuis 2009, la BOAD siège en tant qu'observateur à la CCNUCC et participe activement aux discussions sur l'élaboration d'un système international de financement du climat. Depuis janvier 2013, elle abrite le premier Centre de collaboration régionale (CCR) sur le mécanisme de développement propre (MDP), dont l'objectif est d'apporter un soutien direct aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé dans l'identification et le développement de projets MDP. Depuis le 15 octobre 2023, la Banque copréside, aux côtés de Bancoldex, la banque colombienne de développement des entreprises et des exportations, l'International Development Finance Club (IDFC), qui réunit 27 banques de développement nationales, régionales et multilatérales du monde entier.